

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

Albi, le 01/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAS Carrières & Matériaux Sud-Est - CMSE

855 rue René Descartes
13100 AIX EN PROVENCE

Références : 81-CCAM-2022-29
Code AIOT : 0006801469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement SAS Carrières & Matériaux Sud-Est - CMSE implanté Raffanel 81230 LACAUNE. L'inspection a été annoncée le 09/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Carrières & Matériaux Sud-Est - CMSE
- Raffanel 81230 LACAUNE
- Code AIOT : 0006801469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de Raffanel est peu exploitée et uniquement par campagnes. Selon l'exploitant, les derniers travaux remontent à 2017. Depuis, les matériaux abattus sont repris au fil des besoins.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- aménagements préliminaires,
- aménagements des accès et clôture du site,
- sécurité du public,
- registres et plans : plan d'exploitation,
- phasage de l'extraction,
- périmètre exploitable : respect des 10 m,
- cote minimale du carreau de l'exploitation,
- réaménagement de la zone amiantifère,
- gestion des eaux : bassins de décantation,
- campagnes de mesure des retombées de poussières,
- gestion des déchets inertes externes admis,
- plan de gestion des déchets d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Aménagements préliminaires | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 | / | Sans objet |
| 4 | Registres et plans | Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DG7 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------|--|--|-------------------|
| 2 | Aménagements | Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DP1 | / | Sans objet |
| 3 | Sécurité du public | Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DG8 et DG9 | / | Sans objet |
| 5 | Phasage de l'extraction | AP Complémentaire du 30/12/2020, article 6 | / | Sans objet |
| 6 | Limite d'exploitation (10m) | Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article CE5 | / | Sans objet |
| 7 | Cote minimale d'extraction | AP Complémentaire du 30/12/2020, article 5 | / | Sans objet |
| 8 | Conduite de la remise en état | AP Complémentaire du 30/12/2020, article 7 | / | Sans objet |
| 9 | Gestions des eaux pluviales | AP Complémentaire du 30/12/2020, article 13 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 10 | Installations de traitement des matériaux | AP Complémentaire du 30/12/2020, article IT2IT3 | / | Sans objet |
| 11 | Admission de déchets inertes | AP Complémentaire du 30/12/2020, article 15 | / | Sans objet |
| 12 | Plan de gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, les écarts constatés sont sans gravité vis-à-vis de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Identité de l'exploitant |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Constats : Sur le panneau en place à l'entrée principale du site, l'identité de l'exploitant et la surface de l'autorisation sont erronées. |
| Observations : Un délai de 2 mois est laissé à l'exploitant pour se mettre en conformité. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Aménagements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DP1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des panneaux rappelant le danger sont implantés sur le chemin d'accès, aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG11 du titre "Dispositions générales" du présent arrêté. Chaque entrée à la carrière est équipée d'un portail fermant à clef. Des panneaux interdisant l'accès et rappelant le danger complètent cette protection. |
| Constats : L'accès principal à la carrière est muni d'un portail verrouillé par un cadenas. Le danger est signalé par des panneaux. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Sécurité du public

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, articles DG8 et DG9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité du public |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière doit être contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Des panneaux interdisant l'accès et rappelant le danger complètent cette protection. L'accès du site d'exploitation doit être fermé en dehors des heures d'activité. |
| Constats : L'accès principal à la carrière est clos et verrouillé par un cadenas en dehors des heures d'activité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Registres et plans

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article DG7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000 ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : <ul style="list-style-type: none"> - les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ; - les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ; - les cotes NGF des différents points significatifs ; - les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ; - la position des ouvrages à préserver. |
| Constats : L'exploitant déclare que les derniers travaux ont été menés en 2017. L'exploitant a établi un plan topographique en juillet 2019. Ce dernier ne comporte pas toutes les informations prescrites et notamment les limites de l'autorisation et la bande des 50 m au-delà de celles-ci. |
| Observations : Un délai de 2 mois est laissé à l'exploitant pour se mettre en conformité. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Phasage de l'extraction

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2020, article 6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Phasage de l'extraction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Au préalable à la reprise de l'extraction, l'exploitant recouvre la zone identifiée lors des expertises géologiques réalisées en 2015 (plan de repérage des roches contenant des amphiboles réalisé par la société Oolite - Rapport du 16 septembre 2015) qui renferme des matériaux amiantifères, avec environ 5 000 m3 de stériles disponibles sur le site de la carrière. L'exploitation est conduite selon les plans des phases 1 à 4 annexés au présent arrêté. La hauteur maximale des fronts est de 12 m séparés par des banquettes de largeur minimale de 5 m. |
| Constats : Selon l'exploitant, il n'y a pas eu reprise des travaux d'extraction depuis 2017 et la zone du gisement renfermant des amphiboles n'est pas encore recouverte par des stériles. Le phasage de l'extraction correspond à celui de la première phase définie par l'arrêté complémentaire du 30 décembre 2020. Les fronts et les banquettes sont conformes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Limite d'exploitation (10m)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2008, article CE5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Limite d'exploitation (10m) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée. |
| Constats : Conforme d'après le plan fourni. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Cote minimale d'extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2020, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale d'extraction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'extraction porte sur une épaisseur maximale de 31 m et une cote minimale en fond d'excavation de 876 m NGF. |
| Constats : Le carreau de l'extraction est à environ 885 m NGF et l'épaisseur du gisement en exploitation est d'environ 12 m. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Conduite de la remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2020, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de la remise en état |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La remise en état de la zone du gisement contenant des amphiboles qui est désignée à l'article 6 du présent arrêté est réalisée avant la reprise de toute extraction. La remise en état utilise des déchets inertes externes comme remblais. Ce remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. |
| Constats : Selon l'exploitant il n'y a pas eu de reprise des travaux de l'extraction depuis 2017. La zone du gisement contenant des amphiboles n'a pas encore été remise en état. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Gestions des eaux pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2020, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de décantation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les eaux de pluie recueillies sur la carrière, sont conduites vers deux bassins de décantation : - l'un collecte les eaux de ruissellement du carreau et de la zone en extraction ; - l'autre collecte les eaux de la station de transit de produits minéraux et de déchets inertes. L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment que la capacité de ces dispositifs de collecte des eaux est suffisamment dimensionnée par rapport aux zones réceptrices. |
| Constats : Il n'y a pas eu d'évolution sur ce thème depuis les deux dernières inspections du site menées en 2016 puis en 2019. Les bassins en place répondent aux besoins actuels de collecte des eaux de ruissellement. Aucune trace de pollution par des fines n'a été constatée aux abords inspectés du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Installations de traitement des matériaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2020, articles IT2 et IT3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La fréquence des mesures de retombées de poussières est à minima celle des campagnes d'exploitation de la carrière sans toutefois dépasser un rythme trimestriel. Les jauges de mesures des retombées de poussières ou à défaut les plaquettes de dépôt, sont implantées auprès des maisons d'habitation des lieux dits La Grenouillère, Haute Vergne, Basse Vergne et Raffanel. |
| Constats : Selon l'exploitant, les derniers travaux d'extraction et de broyage/concassage se sont déroulés en 2017. Depuis, il n'y a pas eu de mesure des retombées de poussières dans l'environnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2020, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets inertes externes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets inertes sont utilisés exclusivement dans le cadre de la remise en état de la carrière par remblayage des zones exploitées. Le volume annuel de matériaux inertes provenant de l'extérieur est limité à 30 000 m³ pour toute la durée de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient une comptabilité des volumes entrant.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée du site et lors du déchargement du camion, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Une zone de déchargement est aménagée. Elle fait l'objet d'un affichage et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Les matériaux ne doivent pas être bennés directement en fond de fouille.</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés, le résultat des contrôles visuels à l'entrée du site et sur la zone de déchargement et le motif éventuel de refus ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de transit et de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant déclare que le site n'a pas encore réceptionné de déchet inerte externe.</p> <p>Les matériaux inertes stockés actuellement, représentant environ 15000 m³, sont issus de l'exploitation.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Plan de gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; « - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; » - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> |
| Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est en date de septembre 2020. Il est conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |